

Cahier de Consignes Générales de Sécurité

AGER-Est



Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
1	25/11/13	Création du document
2	08/09/15	Validation Ager Est

Validé le :	8 septembre 2015 par le Chef de l'Ager Est
--------------------	---

Affaire suivie par

Francis Legout- DRIEA-IF/BSP

<i>Courriel : francis.legout@developpement-durable.gouv.fr</i>
--

Rédacteur

Francis Legout -BSP/ASP AGER Est

Relecteur

Khaled GUELLATI -BSP

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	5
1 - CONSISTANCE DU RÉSEAU ET ORGANISATION DES MOYENS.....	6
1.1 - AGER EST.....	6
1.2 - Autres intervenants sur le réseau de l'AGER EST.....	7
1.2.1 -UER de Champigny sur Marne, CEI de Champigny sur Marne	7
1.2.2 -PCTT de Champigny sur Marne	8
1.2.3 -UER de Champigny-sur-Marne, CEI de Villeparisis.....	9
1.2.4 -UER de Brie Comte Robert /CEI de Rozay en Brie.....	10
1.2.5 -UER de Brie Comte Robert/ CEI de Rozay en Brie.....	11
2 - RÈGLES GÉNÉRALES APPLICABLES SUR LE RÉSEAU DE L'AGER EST.....	12
2.1 - Principes généraux.....	12
2.2 - Déclaration avant l'ouverture d'un chantier – demandes de balisage.....	12
2.3 - Interruption des travaux.....	13
2.4 - Transport, déplacements et signalisation des ouvriers.....	14
2.5 - Manœuvres de véhicules et engins de chantier.....	15
2.6 - Circulation et équipements des véhicules et engins lents ou non immatriculés desservant le chantier.....	15
2.7 - Lieux de rendez-vous.....	16
2.8 - Horaires de travail.....	16
2.9 - Ouverture et fermeture des chantiers.....	16
2.10 - Fourniture et mise en place de la signalisation.....	17
2.11 - Sanctions et pénalités.....	17
2.12 - Travaux au voisinage de lignes aériennes haute tension.....	18
2.13 - Protection contre l'exposition à l'amiante.....	18
2.14 - Co-activité.....	18
ANNEXE 1 : SIGNALISATION DES VÉHICULES.....	21
ANNEXE 2: SIGNALISATION DU PERSONNEL.....	23
ANNEXE 3: INFORMATIONS SUR LE TRAVAIL EN HAUTEUR.....	24
ANNEXE 4: DEMANDE D'AUTORISATION D'INTERVENTION SUR LE RÉSEAU	25
ANNEXE 5: FICHE DE MAINTENANCE DE BALISAGE.....	27
ANNEXE 6 : SITES ET PLANS D'ACCÈS.....	28
ANNEXE 7 : CONDUITE À TENIR EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT.....	32
ANNEXE 8 – AMPLITUDE MAXIMALE DES HORAIRES POUR RESTRICTIONS À LA CIRCULATION DONNÉS À TITRE INDICATIF.....	33

ANNEXE 9 – DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS.....34

Préambule

L'AGER EST se donne pour priorité d'assurer les meilleures conditions de sécurité et d'exploitation pour les agents, les usagers, et les intervenants extérieurs sur le réseau dont il a la charge. Ce cahier constitue l'outil principal de diffusion des consignes applicables auprès des divers intervenants sur ce réseau. Il est destiné aux entreprises et services internes ou externes à la DiRIF chargés des travaux de jour comme de nuit sur les autoroutes, les voies rapides et dans les tunnels situés sur le réseau de l'AGER EST.

Les consignes génériques listées par ce document, fourni aux intervenants sur le réseau de l'AGER EST, sont d'application obligatoire par tous, en lien avec les responsables des unités d'exploitation concernées.

1 - Consistance du réseau et organisation des moyens

1.1 - AGER EST

Le service d'exploitation et d'entretien de la route (SEER) au sein de la direction des routes Île-de-France, elle-même rattachée à la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement, est chargé d'exploiter le réseau routier national francilien non concédé.

Le SEER est organisé en quatre arrondissements géographiques de gestion et d'exploitation de la route (AGER). Au sein de cette organisation, l'AGER-EST est chargé de la gestion et de l'exploitation de l'ensemble du réseau routier national non concédé du quart est de l'Île-de-France.

A cet effet, il est composé d'un PCTT et deux unités d'exploitations de la route chacune ayant en charge les sections routières.

UER de Champigny-sur-Marne/CEI Champigny 1-9 rue Eugène Varlin 94500 - CHAMPIGNY SUR MARNE Téléphone : 01.48.81.82.10 Télécopie : 01.49.83.80.85	A 4 du PR 0+000 au PR 12+700
	A 86 du PR 28+800 au PR 42+500
	N 406 du PR 0+000 au PR 6+000
	N 486 du PR 0+000 au PR 0+605
UER de Champigny-sur-Marne/ CEI Villeparisis route de Villevaudé 77270 - VILLEPARISIS Téléphone : 01.64.67.43.90 Télécopie : 01.60.21.00.94	A 104 du PR 8+000 au PR 28+500
	A 140 du PR 4+000 au PR 9+991
	N 330 du PR 2+000 au PR 14+567 (dept 77)
	N 330 du PR 0+000 au PR 4+239 (dept 60)
	N 2 du PR 0+000 au PR15+960
	N 2 du PR 0+000 au PR 2+700 (dept 60)
	N 3 du PR 2+000 au PR19+534
	N 1104 du PR 6+900 au PR13+500
UER Brie-Comte-Robert/ CEI Brie Comte Robert 2, allée du Commandant Guesnet 77170 – BRIE COMTE ROBERT Téléphone : 01.62.67.46.14 Télécopie : 01.60.62.46.11	N 4 du PR 1+000 au PR 21+092
	N 19 du PR 0+000 au PR 2+075 (dept 77)
	N 19 du PR 15+400 au PR 24+596 (dept 94)
	N 104 du PR 0+000 au PR 29+000
	N 105 du PR 14+000 au PR 15+665
UER Brie-Comte-Robert/ CEI Rozay-en-Brie 7, rue de l'épi 77540 – ROZAY EN BRIE Téléphone : 01.64.51.34.60 Télécopie : 01.64.07.74.08	N4 du PR 21+092 au PR 68+927
	N 36 du PR 31+000 au PR 65+270

Par ailleurs, l' AGER-EST est dotée d'un poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT), situé à Champigny-sur-Marne, et chargé de la surveillance 24h/24 et 7J/7 d'une grande partie du réseau de l'arrondissement, à travers un certain nombre d'équipements dynamiques.

Le PCTT est également chargé de la surveillance permanente des tunnels ou groupes de tunnels situés sur le réseau de l' AGER.

PC Tunnel et Trafic de Champigny sur Marne 1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne Téléphone (24h/24h) : 01.49.83.01.17 Télécopie : 01.49.83.80.8	<ul style="list-style-type: none"> • Tunnel de Nogent • Tunnel de Champigny-sur-Marne • Tunnel de Thiais
	Site ou usine associé au tunnel <ul style="list-style-type: none"> • Tunnel de Champigny : Usine de Bry et usine des Boullereaux • Tunnel de Nogent : Usine de la Gare et Usine du Port • Tunnel de Thiais : PS1, PS2 et CD 60 Limites de secteurs autoroutiers surveillés : <ul style="list-style-type: none"> • N104 du PR 0+000 au PR 19+000 • A104 du PR 0+000 au PR 29+000 • A4 du PR 0+000 au PR 24+000 • A86 du PR 28+150 au PR 49+000 • Toute la N186

1.2 - Autres intervenants sur le réseau de l'AGER EST

Le périmètre de l'AGER EST est couvert par plusieurs services des forces de l'ordre ou permanences :

1.2.1 - UER de Champigny sur Marne, CEI de Champigny sur Marne

Axe	section	service de police	adresse	numéro de téléphone
A4	PR 0 à 12+700	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	01 48 82 54 00
A86	PR 28+850 à 42+900	CRS EST Ile de France	2-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	02 48 82 54 00
N406		CRS EST Ile de France	3-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	03 48 82 54 00
N486		CRS EST Ile de France	4-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00

Assistance**EDF-GDF Perm direction Dépt 94 24h/24h : 06 13 37 26 78****CRS EST Île-de-France : 01 48 82 54 00****CRS SUD Île-de-France : 01 49 08 53 40****Police Nationale 17****Pompiers 18****SAMU 15****1.2.2 - PCTT de Champigny sur Marne****Assistance**

Axe	section	service de police	adresse	numéro de téléphone
N104	PR 0 à 19+000	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00
A104	PR 0 à 29+000	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00
A4	PR 0 à 12+700	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	01 48 82 54 00
A4	PR 12+700 à 24+000	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	01 48 82 54 00
A86	PR 28+850 à 49+000	CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	02 48 82 54 00
N406		CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	03 48 82 54 00
N486		CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00
Tunnel de Champigny		CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00
Tunnel de Thiais		CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00
Tunnel de Nogent		CRS EST Ile de France	1-9 rue Eugène Varlin 94500 Champigny sur Marne	04 48 82 54 00

EDF-GDF Perm direction Dépt 94 24h/24h : 06 13 37 26 78**CRS EST Île-de-France : 01 48 82 54 00****CRS SUD Île-de-France : 01 49 08 53 40****Police Nationale 17****Pompiers 18****SAMU 15**

Service de dépannage - Garagistes agréés

Les interventions de dépannage se font à la demande de l'utilisateur en détresse, auprès des Services de Police qui appellent le garagiste de permanence.

Les tarifs de dépannage V.L sont forfaitaires et fixés par arrêté ministériel et les tarifs P.L sont libres et à l'heure d'intervention.

1.2.3 - UER de Champigny-sur-Marne, CEI de Villeparisis**Assistance**

AXE	SECTION	SERVICE DE POLICE	ADRESSE	TELEPHONE
A 104		CRS Est	4, rue de Paris 77400 POMPONNE	01 60 94 24 30
N 1104		Commissariat de Mitry-Mory	33, rue Octave Mirbeau 77290 MITRY-MORY	01 60 21 41 00
RN 2	de A 104 à RD 404			
	de RD 404 à limite départements 77/60	Gendarmerie de Dammartin -en-Goële	64, avenue de l'Europe 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE	01 60 03 00 19
	de limite départements 77/60 à RN 330	Gendarmerie de Nanteuil-le-Haudoin	10, rue Croix Verte 60440 NANTEUIL LE HAUDOIN	03 44 88 34 17
RN 330	de RN2 à limite départements 60/77			
	de limite départements 60/77 à limite communes Monthyon / Penchard	Gendarmerie de Saint-Soupplets	14, rue du Point du Jour 771654 SAINT-SOUPPLETS	01 60 01 50 07
	de limite communes de Monthyon/ Penchard à D 5	Commissariat de Meaux	46, Place de l'Europe 77100 MEAUX	01 60 23 32 17
D 5 (rocade) et A 140				
RN 3	de A 104 à RD 404	Commissariat de Villeparisis	48, avenue du Général de Gaulle 77270 VILLEPARISIS	01 60 21 41 20

CRS EST Île-de-France : 01 48 82 54 00

Centre op. Gendarmerie 77 : 01 64 71 71 00

Police Nationale 17

Pompiers 18

SAMU 15

Service de dépannage - Garagistes agréés

Les interventions de dépannage se font à la demande de l'utilisateur en détresse, auprès des Services de Police qui appellent le garagiste de permanence.

Les tarifs de dépannage V.L sont forfaitaires et fixés par arrêté ministériel et les tarifs P.L sont libres et à l'heure d'intervention.

1.2.4 - UER de Brie Comte Robert /CEI de Rozay en Brie**Assistance**

AXE	SECTION	SERVICE DE POLICE	ADRESSE	TELEPHONE
N104	du PR 0+000 à 26+000	CRS EST Ile de France	4,rue de Paris 77400 POMPONNE	01 48 82 54 00
N104	du PR 26+000 à 29+000	CRS Sud Ile de France	1,rue des Migneaux 91300 MASSY	01 49 08 53 40
N4	du PR 1+340 à 8+300	Commissariat de Pontault-Combault	160,avenue de la république 77340 PONTAULT- COMBAULT	01 64 43 65 65
	du PR 10+455 à 14+000			
N4	du PR 8+300 à 10+455	Commissariat de Moissy Cramayel	Avenue Jean Jaurès 77550 MOISSY CRAMAYEL	01 64 13 50 00
N4	du PR 14+000 à 20+940	Gendarmerie de Tournan	10,rue Frères Vinot 77220 TOURNAN en BRIE	01 64 71 71 00
N19	du PR 0+000 à 2+075	Commissariat de Moissy Cramayel	Avenue Jean Jaurès 77550 MOISSY CRAMAYEL	01 64 13 50 00
N19	du PR 15+400 à 24+400	Commissariat de Boissy Saint Léger	1,rue Jacques Prévert 94470 BOISSY ST LEGER	01 45 10 71 50
N105	du RD 82 à la RD 605	Commissariat de Melun	51, rue du Général De Gaulle 77000 MELUN	01 60 56 67 77

CRS-Est île-de-France : 01 48 82 54 00

Centre op. Gendarmerie 77 : 01 64 71 71 00

Police Nationale 17

Pompiers 18

SAMU 15

Service de dépannage - Garagistes agréés

Sur la RN 104, Les interventions de dépannage se font à la demande de l'utilisateur en détresse, auprès des Services de Police qui appellent le garagiste de permanence.

Sur la RN4, la RN19 et la RN 105, il n'existe actuellement pas de service de dépannage agréé.

Les tarifs de dépannage V.L sont forfaitaires et fixés par arrêté ministériel et les tarifs P.L sont libres et à l'heure d'intervention.

1.2.5 - UER de Brie Comte Robert/ CEI de Rozay en Brie**Assistance**

Axe	Section	Service de police	adresse	téléphone
RN 4	PR 21-42	Gendarmerie	Chemin des étangs 77 540 Rozay-en-Brie	01 64 25 60 28
RN 4	PR 42-68	Jouy-le-Châtel Villiers-Saint-Georges Provins	42, rue de Provins 77970 Jouy-le-Châtel	01 64 01 54 11
			13, rue de Changis 77160 Provins	01 64 00 00 21
			24, rue Sancy 77560 Villiers-Saint-Georges	01 64 60 26 10
RN 36	PR 31-38	Mortcerf	133, rue du 27 août 1944 77163 Mortcerf	01 64 04 30 24
RN 36	PR 38-48	Rozay	Chemin des étangs 77 540 Rozay-en-Brie	01 64 25 60 28
RN 36	PR 48-58	Chaumes	1, rue de Foix 77390 Chaumes-en-Brie	01 64 06 03 16
RN 36	PR 58-65	Melun	3, rue André Malraux 77000 Melun	01 64 71 71 00

Centre op. Gendarmerie 77 : 01 64 71 71 00

Police Nationale 17

Pompiers 18

SAMU 15

Service de dépannage - Garagistes agréés

Sur la RN4 et la RN36, il n'existe pas de service de dépannage agréé.

2 - Règles générales applicables sur le réseau de l'AGER EST

Le présent chapitre définit les règles générales de sécurité applicables à tous les travaux de jour comme de nuit à exécuter sur les chaussées des autoroutes et voies rapides et routes bidirectionnelles de leurs dépendances avec le maintien ou la coupure de la circulation.

Selon la nature particulière des travaux à exécuter et compte tenu des circonstances propres à chaque intervention, des consignes particulières de sécurité compléteront les présentes règles générales.

Les présentes consignes sont applicables :

- aux personnels des entreprises d'entretien et de maintenance ;
- aux personnels des entreprises de travaux intervenant sur les autoroutes et routes bidirectionnelles, sur les voies rapides et en tunnels ;
- et d'une manière générale à toute personne appelée à intervenir sur les voies concernées dans un but d'exploitation (dépanneur, secours, pompiers, samu etc.).

2.1 - Principes généraux

Compte tenu du niveau de trafic circulant sur le réseau francilien, la réalisation de travaux nécessite une importante anticipation permettant de limiter la gêne à l'usager et l'impact général sur les conditions de circulation.

De plus, l'objectif permanent de garantir un niveau de sécurité optimal pour l'ensemble des intervenants nécessite également une préparation en régie de toute intervention sur le réseau.

Toute intervention sur le réseau de l'AGER-EST devra donc systématiquement être préparée en lien avec l'UER concernée ou le PCTT suffisamment en amont pour permettre l'organisation du travail dans le respect de l'ensemble des règles et consignes applicables.

Les consignes énoncées ci-après n'exemptent pas des obligations réglementaires des intervenants sur le réseau. Dans certains cas, le maître d'œuvre de l'opération¹ sera notamment chargé de préparer et de soumettre à instruction un dossier d'exploitation sous chantier accompagné le cas échéant d'un projet d'arrêt.

2.2 - Déclaration avant l'ouverture d'un chantier – demandes de balisage

Tout entrepreneur ou service chargé de l'exécution des travaux sur les autoroutes et routes bidirectionnelles, voies rapides et tunnels de l'AGER-EST, est tenu de se mettre en rapport avec le responsable de l'UER concernée ou du PCTT ou son représentant pour convenir avec lui du nom du responsable de l'entreprise ou du service en permanence sur le chantier dans un délai minimal avant l'ouverture du chantier de :

1 Pour les chantiers d'entretien du réseau, il s'agit généralement de la DiRIF. Pour les projets des maîtres d'ouvrage tiers, il s'agit des maîtres d'œuvre tiers.

- 15 jours pour un chantier courant
- 30 jours pour un chantier non courant

Il joindra obligatoirement une demande d'intervention sur le réseau accompagnée du numéro de téléphone portable de la personne joignable sur le chantier au plus tard deux mois avant les travaux.

Aucun balisage ne sera réalisé si les éléments demandés ne sont pas correctement complétés et transmis dans les délais aux UER concernées.

Le représentant des entreprises est habilité à recevoir tout ordre relatif à l'exécution des travaux et à la sécurité. Lors de son entretien avec le représentant de l'UER ou du PCTT, il reçoit contre décharge :

- un exemplaire du présent Cahier de Consignes Générales de Sécurité et d'Exploitation , les consignes respectives correspondantes ainsi que les consignes particulières relatives au chantier.
- si nécessaire, le plan de prévention préparé pour les tâches réalisées.

En cas d'urgence et exceptionnellement pour l'exécution de travaux liés à la sécurité des usagers, une entreprise pourra intervenir immédiatement après accord d'un représentant de l'UER.

2.3 - Interruption des travaux

Le responsable de l'unité, du PCTT, ou le représentant respectif désigné et le cadre d'astreinte N1-AGER pourra, sans avertissement préalable, et sous le contrôle du chef de l'AGER pendant les heures ouvrées ou du cadre d'astreinte N2-SEER en dehors des heures ouvrées, imposer l'interruption immédiate des travaux, lorsque par suite d'événements imprévus, les conditions de sécurité ou d'écoulement du trafic ne lui paraîtront plus suffisantes, et en particulier dans les cas suivants:

- projection de boue rendant les voies réservées à la circulation glissantes et/ou impraticables ;
- pointe de circulation anormale provoquant un engorgement avec formation d'un bouchon à l'amont du début du balisage ;
- accidents ou incidents ;
- circonstances météorologiques imprévisibles réduisant la visibilité (brouillard, neige, pluie) ou rendant les conditions de travail dangereuses (vent...)
- non respect des consignes données par le responsable d'intervention DiRIF
- non respect des horaires de travail sur les autoroutes ou voies rapides et routes bidirectionnelles imposés aux entreprises ;
- non respect des présentes consignes de sécurité et d'exploitation ;
- non respect des consignes de sécurité liées aux interventions sur les équipements des tunnels ;
- non respect des consignes de sécurité liées aux interventions sur les sites techniques (SIRIUS – Stations Météo, comptage SIREDO,...) ;

- intervention d'urgence de sécurité en lieu et place des travaux ;
- intervention de sécurité urgente, liée au respect des conditions minimales d'exploitation (CME) des tunnels.

L'activité de l'entreprise ne doit pas dégrader la chaussée ou les équipements (permanents ou temporaires) en place. Si tel est le cas, l'entreprise doit mettre en œuvre les moyens permettant un fonctionnement normal des équipements et une viabilité satisfaisante de la chaussée.

Toutes les demandes en ce sens du représentant de l'UER doivent être prises en compte sous peine de l'exclusion de l'entreprise.

2.4 - Transport, déplacements et signalisation des ouvriers

L'entreprise devra fournir, avant de commencer son chantier la liste des intervenants prévus pour le chantier.

Sauf exception définie en accord avec le responsable de l'unité ou son représentant, le transport des ouvriers sur les autoroutes, voies rapides, routes bidirectionnelles en tunnels sera assuré exclusivement par l'entreprise avec l'accompagnement d'un représentant de l'UER concernée ou du PCTT. Le transport des ouvriers sera fait avec un véhicule équipé pour le transport de personnel et conforme à la réglementation applicable (nombre de places assises, siège(s), ceinture(s) de sécurité, etc).

Nota : Il n'est pas autorisé de transport dans une benne. Voir en annexe les rappels sur la réglementation applicable.

Si pour des besoins des chantiers réalisés sur les autoroutes et voies rapides, un court déplacement à pied est nécessaire de la part des ouvriers, il devra obligatoirement s'effectuer en file indienne sur la bande d'arrêt d'urgence quand cela est possible, dans le balisage. Pour les travaux en tunnels, les interventions ont lieu sous fermeture et les déplacements devront s'effectuer dans le balisage de la fermeture.

Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier et en tunnel à l'occasion d'un chantier ou d'un danger temporaire doit revêtir un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 conforme aux normes en vigueur, notamment la norme NF-EN471 (voir annexe).

Pour certaines natures de travaux, le personnel intervenant devra être équipé de vêtements ou accessoires de protection réglementaire (lunettes, chaussures de sécurité, etc..). En principe, ces derniers sont précisés dans un plan de prévention et/ou dans les consignes particulières et accessoires de protection réglementaire.

La réglementation sur le travail en hauteur est très stricte, tout agent devant utiliser un harnais doit avoir reçu une formation correspondante conformément à la réglementation.

Tout ouvrier, quel que soit son grade ou sa qualification, ne respectant pas les présentes consignes de sécurité pourra être immédiatement et définitivement exclu du chantier par le représentant sur place de l'UER ou du PCTT.

2.5 - *Manœuvres de véhicules et engins de chantier*

Toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de balisage est interdite.

Les entrées et sorties de la zone balisée se feront selon les directives, et sous le contrôle, du responsable d'intervention de la DiRIF.

Pour l'exécution de toute manœuvre, la priorité reste absolue à la circulation normale des usagers.

La traversée de terre-plein central par des véhicules ou engins de chantier est interdite. Le passage d'une chaussée à l'autre se fera par l'intermédiaire des échangeurs, diffuseurs et carrefours dont la liste et les emplacements seront précisés aux intéressés.

2.6 - **Circulation et équipements des véhicules et engins lents ou non immatriculés desservant le chantier**

La réglementation en vigueur est strictement applicable. En particulier, l'attention est attirée sur les éléments suivants :

- Pour les véhicules conformes au Code de la Route, circulant à plus de 60 km/h en palier et à plus de 30 km/h sur rampe de 4% :
 - Un gyrophare orange visible à 360° et des bandes réfléchissantes
- Pour les véhicules conformes au Code de la Route, circulant entre 40 et 60 km/h en palier et entre 20 et 30 km/h sur rampe de 4%: ils seront munis des équipements de signalisation suivants :
 - vers l'arrière : trois (3) feux jaunes clignotants synchronisés selon les sommets d'un triangle équilatéral, pointe en haut de 1,50 m à 2,00 m de côté et d'un gyrophare.
- Pour les véhicules servant aux balisages :
 - ils seront équipés d'une rampe de feux de défilement de type KR41 fixée par une barre auto-portante pouvant être amovible, d'un gyrophare fixe, d'un AK 5, de chevrons rétro-réfléchissants à l'avant et à l'arrière, de poignées permettant le maintien des ouvriers, d'un marche-pied antidérapant à l'arrière du véhicule si besoin et un crochet d'attelage pour une remorque de 2 000 kg.
- Pour les véhicules non conformes au Code de la Route ou circulant à une vitesse inférieure à 40 km/h en palier et à 20 km/h en rampe de 4% :
 - Même dispositions que le paragraphe ci-dessus, ces véhicules ou engins ne pourront se déplacer pour des interventions sur événement et sur les voies rapides ou autoroutières que sous la protection de la police. Cette protection fera l'objet d'une demande de l'entreprise ou du service auprès du responsable de l'UER concernée. Pour les autres déplacements nécessaires pour les travaux, il sera utilisé un porte engin.

Dans l'emprise d'un balisage, la circulation des véhicules se fera autant que possible sur la voie de droite selon le sens de circulation des véhicules. Ces derniers devront, dans tous les cas, être équipés d'un gyrophare de couleur orange en marche et rouler en feux de croisement (code) de nuit.

Pour certains chantiers, notamment les opérations de fauchage, la circulation pourra se faire à contre-sens.

Lors d'un arrêt, les feux de détresse devront obligatoirement être actionnés. **La vitesse de tous les véhicules se déplaçant dans l'emprise du balisage ne pourra pas excéder 40 km/h et sera réduite à 30 km/h au droit des chantiers et/ou ateliers.**

Chaque atelier devra être balisé au minimum par des cônes K5a de classe 2.

2.7 - Lieux de rendez-vous

Les principaux lieux de rendez-vous sont les CEI, dont les plans d'accès sont joints en annexes.

Pour les travaux en tunnels, le lieu de rendez-vous sera précisé consécutivement à la demande d'intervention. Le point de rendez-vous pourra être soit au PCTT CHAMPIGNY, à l'UER de CHAMPIGNY.

Pour certains chantiers, un autre lieu de rendez-vous peut être déterminé ou le rendez-vous peut se faire directement sur le chantier, sous réserve d'une autorisation accordée par le chef de l'unité ou son représentant, cela restant exceptionnel. **L'arrivée sur le lieu de rendez-vous devra alors être impérativement coordonnée avec le responsable des travaux.**

2.8 - Horaires de travail

L'entreprise intervenant dans une emprise de chantier de la DiRIF devra systématiquement attendre l'autorisation du représentant de l'UER concernée de la DiRIF, quelle que soit l'heure.

Pour les travaux ne nécessitant pas de balisage le CEI fixe les horaires d'intervention. Ces horaires seront systématiquement communiqués par le CEI.

En ce qui concerne les tunnels, les travaux de jour seront réalisés uniquement dans les locaux techniques accessibles sans passer par la chaussée. Les travaux de jour en tunnels ne sont pas autorisés, sauf cas d'urgence sous fermeture exceptionnelle.

2.9 - Ouverture et fermeture des chantiers

L'ouverture de chantier est subordonnée à la mise en place de la signalisation temporaire prévue par les instructions sur la signalisation temporaire des routes et autoroutes (livre I - 8 ème partie).

Il est interdit à l'entreprise de se rendre sur le chantier de sa propre initiative. Les intervenants ne pourront intégrer la zone de chantier que lorsqu'ils auront obtenu l'accord du responsable travaux de l'UER concernée ou du PCTT. Sauf organisation spécifique du chantier, ils seront obligatoirement accompagnés par un agent de la DiRIF.

En cas de travaux nocturnes entraînant une restriction de circulation, **l'entreprise devra faire un**

point sur le bon déroulement de son opération à 01h00 et impérativement en informer le responsable des travaux de l'UER concernée, en particulier si l'entreprise rencontre des difficultés pour réaliser ses travaux ou risque de prendre un retard pouvant avoir des conséquences sur la réouverture au trafic le lendemain matin.

A la fin de son intervention, l'entreprise s'assurera de ne laisser ni personnel, ni matériel, ni matériau sur la chaussée et informera obligatoirement le responsable des travaux de la fin de son intervention.

Il est interdit de dépasser les horaires fixés par le RI responsable des travaux. Les horaires figurant dans les arrêtés correspondent aux horaires de restriction à la circulation, début de pose et fin de dépose du balisage,

2.10 - Fourniture et mise en place de la signalisation

Les balisages permanents (balisage de plus d'une journée ou d'une nuit) pourront être exceptionnellement fournis posés et déposés pour la durée du chantier par les entreprises sous la responsabilité du Maître d'œuvre. L'entreprise aura la charge d'assurer la surveillance et la maintenance des balisages (N° téléphone d'astreinte à fournir à l'UER). Ces balisages lourds validés par l'UER seront posés sous une protection appropriée, à déterminer avec l'UER concernée.

Tous les balisages temporaires (balisage léger de jour comme de nuit) seront fournis, posés et déposés par l'UER concernée. La maintenance sera assurée par les UER. Pour les chantiers à la demande de maîtres d'ouvrage tiers, ces prestations seront facturées par l'UER.

Dans le cas d'un atelier situé à l'intérieur d'une section fermée de route, un balisage léger visant à délimiter son emprise devra être posé sous la responsabilité de l'entreprise. Ce balisage, adapté aux circonstances et notamment aux risques identifiés liés à la proactivité avec d'autres entreprises, sera défini au préalable avec le représentant de l'UER concernée.

Dans le cas de balisages posés de jour ou de nuit par une entreprise (balisages lourds permanents, balisages légers à l'intérieur de fermetures), la maintenance de ces balisages fera l'objet d'une organisation à définir au préalable avec le représentant de l'UER concernée. A titre d'exemple, le N°8 présente un modèle de fiche de suivi du contrôle des balisages.

La conformité des balisages posés par l'entreprise doit être vérifiée par le représentant de l'UER. Toute demande de modification ou d'adaptation doit être immédiatement prise en compte par l'entreprise.

2.11 - Sanctions et pénalités

En cas d'infraction aux règles générales de sécurité et aux consignes particulières, les travaux seront immédiatement suspendus jusqu'à leur application correcte.

Le non respect des règles de sécurité définies dans le présent cahier de consignes pourra donner lieu à des pénalités définies dans le marché (CCAP par exemple) pour chaque fait générateur, c'est à dire par infraction, par véhicule et par personne.

De plus sur la demande du responsable de l'UER concernée, du PCTT ou de son représentant, l'entreprise ou le service responsable du chantier pourra être exclu de tous travaux ultérieurs sur les

autoroutes, voies rapides et en tunnels de l'age R EST.

2.12 - Travaux au voisinage de lignes aériennes haute tension

Toute personne devant intervenir à proximité des lignes aériennes pour effectuer des travaux d'entretien ou d'installations diverses devra respecter une distance minimum de sécurité entre les conducteurs des lignes et elle-même ou les matériels et matériaux pouvant évoluer sur le chantier conformément aux textes réglementaires.

Sur le réseau de l'AGER EST, les risques liés aux lignes aériennes portent à la fois sur les installations de RTE et ERDF.

En cas d'impossibilité de respecter les distances réglementaires de sécurité, il sera nécessaire d'obtenir auprès des services intéressés une mise hors tension de la ou des lignes concernées.

2.13 - Protection contre l'exposition à l'amiante

Les corps de métier du BTP sont susceptibles d'intervenir sur des matériaux contenant de l'amiante lors d'opérations de maintenance ou de rénovation.

Sur le périmètre de l'AGER EST, les opérations à risques concernent les travaux sur :

- Tampons
- Canalisations enterrées
- Enrobés
- Autres

Avant toute intervention, l'entreprise devra systématiquement s'interroger sur une éventuelle présence d'amiante et demander les résultats des repérages amiante au donneur d'ordre. Le maître d'ouvrage doit cette information aux entreprises.

En cas de doute, ou en l'absence d'information, on adoptera le principe de précaution. Dans tous les cas, ce sujet fera l'objet d'un échange avec l'UER concernée ou le PCTT.

En cas de risque de présence d'amiante, l'entreprise respectera l'intégralité de la réglementation en vigueur à ce sujet, et fournira notamment au représentant de l'unité concernée les preuves de formation des intervenants au risque amiante, de l'accréditation COFRAC- QUALIBAT de l'entreprise. Aucun chantier ne pourra être réalisé sans l'établissement préalable d'un plan de retrait, conformément aux dispositions réglementaires.

2.14 - Co-activité

Pour chaque chantier, les entreprises ou les différents services intervenants devront procéder à l'évaluation des risques inhérents à leur intervention. Cette évaluation sera pratiquée de manière systématique, conjointement avec l'UER concernée.

Si la possibilité d'un risque d'interférence ou de co-activité est identifié entre les différents

intervenants ou le service exploitant, alors les modalités suivantes seront à mettre en œuvre conformément au code du travail et aux diverses instructions ministérielles applicables.

- Chantier de bâtiment ou de génie civil :
 - Dès la phase de conception un coordonnateur SPS devra être désigné conformément au Code du travail Art R4532-2 à R4532-94 (décret n°94-1159 du 26 décembre1994):
- **Travaux qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 26 décembre 1994 :** Code du travail Art R4511-1 à R4515-11 (décret n° 92-158 du 20 février 1992)
 - dans ce cas un plan de prévention est requis conformément au code du travail Art R4511-1 à R 4515-11

2.1.5 DT et DICT

L'entreprise procédera aux démarches lui permettant d'obtenir les renseignements liés au DICT tels que la présence et la nature des réseaux situés dans l'emprise des travaux.

Annexe 1 : Signalisation des véhicules

Dans tous les cas, l'intégralité de la réglementation est applicable. En particulier, l'attention est attirée sur les extraits suivant de l'IISR volume 2 (édition: 2002):

Qu'il s'agisse d'engins, de véhicules de chantier, de service ou de signalisation, les matériels mobiles doivent être particulièrement visibles et reconnaissables. Les règles de signalisation routière recommandent que ces matériels mobiles soient peints de couleur orange ou claire, elles les obligent à porter des feux spéciaux (normalement 1 ou 2 feux tournants ou à décharge de couleur jaune orangé, conformément à l'arrêté du 4 juillet 1972 et homologué en conséquence), ainsi qu'une signalisation complémentaire (bandes de signalisation rouges et blanches, conformément à l'arrêté du 20 janvier 1987).

CONFIGURATION	POSITIONNEMENT	IDENTIFICATION
Largeur minimum : 0,14 m Fluorescentes rouges et rétroréfléchissantes blanches OU rétroréfléchissantes blanches et rouges	Avant : 2 bandes hor.(0,16m2) Cotés : 2 bandes hor. (0,16m2) Arrière : 2 bandes horizontales 2 bandes vert. (0,32 m2) Hauteur maximum : 1,5 m	Le numéro d'homologation de la bande doit apparaître sur chaque strie blanche de la bande de signalisation

Pour les véhicules travaillant sur la chaussée sous la protection d'une signalisation d'approche, on rajoutera en équipement un panneau **AK5** (1,70 m de côté) doté aux trois sommets, de feux de balisage et d'alerte de type **R2**.

Qu'il s'agisse d'engins, de véhicules de chantier, d'intervention ou de signalisation, les matériels mobiles doivent être particulièrement visibles et reconnaissables. Ils peuvent, en effet, constituer un danger pour la circulation des usagers ou pour les autres intervenants du chantier.

RÉGLEMENTATION

La 8ème partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière dans son article 122c recommande que ces matériels mobiles soient de couleur orange ou claire. Elle impose d'autre part que les véhicules d'intervention et de travaux soient équipés de feux spéciaux et d'une signalisation complémentaire :

- lorsqu'ils sont à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique,
- lorsqu'ils assurent la signalisation de chantiers ou de dangers temporaires. Si ces véhicules assurent la signalisation mobile d'un chantier, ils portent en outre un panneau AK 5 doté de trois feux R 2 de balisage et d'alerte.

Les véhicules d'intervention et de travaux comprennent :

- les véhicules de patrouille et d'intervention légère,
- les véhicules et engins de chantier,
- les véhicules de signalisation.

Le terme chaussée doit être pris dans un sens large et englobe les voies de circulation, la bande d'arrêt d'urgence, les bandes dérasées de droite ou de gauche, l'accotement. Par "chaussée ouverte à la circulation publique" on entend la ou les parties de la chaussée non neutralisées par un balisage.

A l'intérieur d'une zone neutralisée, l'usage des feux spéciaux n'est pas recommandé si un balisage étanche (par exemple constitué de séparateurs isolent le chantier de la (ou des) voie(s) circulée(s). En effet, dans cette situation et sur le plan strict de la sécurité de l'utilisateur, les feux spéciaux peuvent constituer une pollution visuelle gênante.

Si le balisage n'est pas hermétique (utilisant des balises K 5 par exemple), l'usage des feux spéciaux est fortement conseillé sur un véhicule isolé ou sur le véhicule le plus visible d'un atelier lorsque plusieurs véhicules interviennent

groupés.

Par ailleurs, des véhicules légers banalisés, non affectés aux missions citées plus haut (intervention, travaux, signalisation) peuvent être équipés de feux spéciaux dont l'usage n'est réservé qu'à des situations particulières (cas d'un arrêt d'urgence sur la chaussée, d'un accès ou d'une sortie de zone balisée, de circulation ou d'arrêt sur la bande d'arrêt d'urgence...).

Les feux spéciaux

Les feux spéciaux des véhicules à progression lente sont réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972, modifié. Celui-ci précise que les véhicules et engins contraints par nécessité de service de progresser lentement ou de stationner fréquemment sur les chaussées, peuvent être dotés de feux spéciaux.

La 8ème partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière impose cette disposition aux véhicules de signalisation d'intervention et de travaux à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique.

La signalisation complémentaire

Cette signalisation est constituée de bandes biaises rouges et blanches rétro réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987. La 8ème partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière impose cette signalisation pour les véhicules de signalisation, d'intervention et de travaux à l'arrêt ou en progression lente sur une voie ouverte à la circulation publique.

Les panneaux AK 5 ou AK 14 dotés de trois feux de balisage et d'alerte

Les panneaux AK 5 ou AK 14 portés par un véhicule sont normalement :

- de la gamme petite ou miniature (0,70 m / 0,50 m de côté) pour les véhicules légers,
- de la gamme normale ou petite (1 m / 0,70 m de côté) pour les autres véhicules (y compris les fourgons).

Ils sont dotés aux trois sommets de feux de balisage et d'alerte R 2 synchronisés conformes à la norme NF EN 12352, et dont la commande est indépendante de celle des feux spéciaux.

Lorsque les véhicules ne sont pas en activité de chantier, les panneaux AK 5 ou AK 14 sont rabattus, escamotés ou démontés.

Les panneaux à messages variables

Les panneaux à messages variables portés par véhicule sont autorisés à condition que le message soit lumineux et qu'il représente :

- soit un panneau de danger ou de prescription (Cf. 1ère partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière art. 7.2),
- soit un texte de couleur jaune, (préférer un schéma du type panneau pour une lecture européenne.
- soit des chevrons de couleur jaune fixes, clignotants, alternés avec un texte ou défilant dans le sens qu'ils indiquent (les textes défilants sont interdits),
- soit le signal de la flèche lumineuse horizontale clignotante,
- soit une rampe lumineuse à défilement,
- soit une flèche lumineuse de rabattement (FLR ou FLU).

NB1 : si ces divers dispositifs de signalisation sont alimentés à partir de la batterie du véhicule, ils peuvent nécessiter un renforcement de celle-ci.

NB2 : la signalisation des engins de service hivernal qui fait l'objet de l'arrêté du 18 novembre 1996, et les autres

dispositifs de sécurité devant équiper les différents matériels mobiles, notamment la *signalisation sonore de certains types d'engins, ne sont pas traités ici.*

Annexe 2: Signalisation du personnel

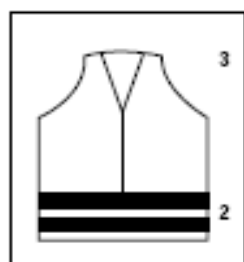
Dans tous les cas, l'intégralité de la réglementation est applicable. En particulier, l'attention est attirée sur les extraits suivant de l'ISIR volume 2 (édition: 2002):

Les agents intervenant à pied sur le domaine routier doivent être constamment visibles, tant par les usagers que par les conducteurs d'engins circulant sur le chantier.

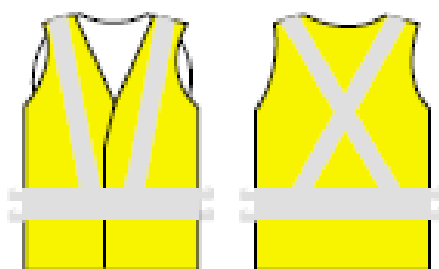
Le port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme NF EN471, de classe 3 ou 2 est obligatoire.

Les vêtements conformes sont marqués du pictogramme ci-dessous avec indication de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils sont généralement constitués d'un support fluorescent de couleur jaune, orange ou rouge portant des éléments rétro réfléchissants. La classe 3 correspond aux combinaisons et vestes qui présentent des surfaces de signalisation importantes. La classe 2 comprend des gilets et chasubles. Afin que les propriétés de ces vêtements soient optimales, ils doivent être propres et en bon état.



Pictogramme
normalisé
figurant sur
l'étiquette du
vêtement



Classe 2



Classe 3

Annexe 3: Informations sur le travail en hauteur

Les travaux en hauteur sont réglementés par le code du travail article R 4323-58 et suivants, ces articles sont applicables sur l'ensemble du réseau de la DiRIF

Synthèse :

- L'employeur a l'obligation de mettre en place une protection contre le risque de chute quelle que soit la hauteur
- Toute intervention d'un agent dans le cadre de travaux en hauteur nécessite une habilitation de l'employeur
- Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail.
- Il faut privilégier les protections collectives aux protections individuelles :
 - 1) L'utilisation d'une nacelle (PEMP) nécessite un CACES et une autorisation de conduite de l'employeur.
 - 2) L'utilisation du harnais nécessite une personne habilitée et ayant reçu la formation correspondante. (Code travail R4323-104 à R4324-106)
 - 3) Les consignes particulières relatives aux travaux en hauteur seront systématiquement formalisées par un plan de prévention écrit, conformément au code du travail Art R4512-7
- Le travail en hauteur avec déplacement sur cordes doit être exceptionnel et ne pas constituer un poste de travail (travaux temporaires). Le travailleur concerné ne doit jamais rester seul.
- .

Annexe 4: Demande d'autorisation d'intervention sur le réseau

Direction
des Routes
Île de France



SEER
AGER-
UER
CEI

**AUTORISATION D'EXECUTION
DE BALISAGE / TRAVAUX⁽¹⁾
ROUTE NATIONALE / AUTOROUTE / AUTRE VOIE⁽¹⁾
(Responsable ou personne mandatée)**

Le responsable, chargé de l'opération.....

Vu le code de la route et notamment son article R 411.8,

Vu l'arrêté préfectoral réglementant la circulation au droit des chantiers courants sur autoroutes et routes nationales situées hors agglomération,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre I, 8^{ème} partie et spécialement son article 135,

Vu la demande présentée par, le

Copie jointe de la demande de travaux oui ☐ non ☐

☐ Réunion de présentation faite, le.....

☐ Accord de principe sur les prestations à réaliser

☐ Le demandeur exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier.

Maître d'ouvrage :	Maître d'œuvre :
RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE OU LE SERVICE	
Nom :	Nom du responsable :
Adresse :	Tel :
	Fax :
LOCALISATION DE L'INTERVENTION	
Désignation de la voie :	Neutralisation B.A.U. : Oui - Non
Sens :	Neutralisation V.L. : Oui - Non
	Neutralisation V.M. : Oui - Non
	Neutralisation V.R. : Oui - Non
PR :	Neutralisation de la voie : : Oui - Non
	Fermeture : Oui - Non
DESIGNATION DE L'INTERVENTION	
Objet :	Téléphone du chantier :
	Lieu de RDV :
Date :	
Plage horaire :	
Prise en charge du coût du balisage :	Chantier mobile : OUI - NON ⁽¹⁾
Nombre de personnes :	Nombre d'engins ou de véhicules :

☐ L'U.E.R. de effectuera le(s) balisage(s)

☐ L'entreprise effectuera le(s) balisage(s)

Le demandeur :	Le Responsable, chargé d'affaires	<input type="checkbox"/> Avis favorable <input type="checkbox"/> Avis défavorable <input type="checkbox"/> Dossier incomplet Fait à, le Le Responsable de l'Unité, ou la personne mandatée,
Le	Le	
Signature	Signature	

(1) Rayer la mention inutile

Direction Routes Ile de France
AGER Est de la DIRIF
Unité d'Exploitation de la Route de
Tel: XX XX XX XX XX Fax: XX XX XX XX XX

DESCRIPTION DE L INTERVENTION SUR LE RESEAU GERE PAR L' UER XXX	
N° Enregistrement	

--

Maître d'Ouvrage:		Maître d'Œuvre:	
-------------------	--	-----------------	--

Description de l'intervention	
SEMAINE, NUITS	DESCRIPTION DES TRAVAUX
	Zone de travaux, emprise des travaux : Nature des travaux : Entreprise : Effectif et matériel :
	Zone de travaux, emprise des travaux : Nature des travaux Entreprise : Effectif et matériel :
	Zone de travaux, emprise des travaux : Nature des travaux Entreprise : Effectif et matériel :

Annexe 5: fiche de maintenance de balisage

Fiche de maintenance du balisage (Agent ou équipe de maintenance)
Réf DiRIF Réf

	Appel	Début	Fin	
Date				UER ou CEI : Commentaires:
Heure				
Date				
Heure				

		Intervention 0/1	DIRIF	Intervenant	Numéros de Téléphone
Section Courante					
	Section Courante				
Bretelle					
	Bretelle				

Périodicité de maintenance (à cocher)		Nuit du/...../20__ au/...../20__		PATROUILLAGE OU MAINTENANCE		
		SENS		Intervenant	COMMENTAIRE(S)	Émargement
		Y, intérieur ou autre	W, extérieur ou autre	Nom		
Heure						
23h00						
23h30						
00h00						
00h30						
01h00						
01h30						
02h00						
02h30						
03h00						
03h30						
04h00						
04h30						
05h00						
05h30						
06h00						
06h30						

Annexe 6 : Sites et plans d'accès

CEI de BRIE COMTE ROBERT



CEI de ROZAY EN BRIE



CEI et PCTT de CHAMPIGNY-SUR-MARNE



CEI de VILLEPARISIS

Annexe 7 : Conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident

D' ABORD :

- protéger l'incident ou l'accident pour éviter le sur-accident
- alerter (radio, PAU, téléphone)

ENSUITE :

- gérer la circulation
- signaler le danger
- dégager la chaussée, lors d'un accident corporel attendre le constat des forces de police.

ENFIN :

- rendre compte
- faire un constat
- prendre une photo si possible.

Pour alerter

Différents moyens sont utilisables :

- le 15, 17 ou 18 sur un téléphone,
- le 112 sur un mobile,
- le poste d'appel d'urgence le plus proche,
- la radio.

Le choix des procédures d'alerte doit être prévu avant le démarrage du chantier

Annexe 8 – Amplitude maximale des horaires pour restrictions à la circulation donnés à titre indicatif

-
- Pour le CEI de Brie
-

Route	PR	Sens	Jour		Nuit	
RN 104	du PR 0+000 au PR 18+000	Int ou ext	-	-	21h30	6h00
RN 104	du PR 18+000 au PR 29+000	Int ext	9h30 9h30	16h00 16h00	21h30 21h30	6h00 6h00
RN 4	du PR 1+000 au PR 21+092	Paris pro pro Paris	9h00 9h30	16h30 16h30	20h00 20h00	6h00 6h00
RN105	du PR 14+000 au PR 15+665	Nord -Sud Sud Nord	9h30 9h00	16h30 16h30	20h00 20h00	6h00 6h00
RN19	du PR 15+400 au PR 24+596 du PR 0+000 au PR 2+075	Paris pro pro Paris	9h00 9h30	16h30 16h30	20h00 20h00	6h00 6h00

Annexe 9 – Déroulement des opérations

Avant les travaux (1 h avant l'heure annoncée des restrictions)	
Responsable d'intervention et entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Se rend au centre d'exploitation et d'entretien (CEI) • Se fait connaître auprès du RI chargé des restrictions • Vérifie ou complète les informations techniques portées sur la demande d'intervention
Responsable d'intervention et entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • S'assure de la mise en place de tous les balisages nécessaires à la mise hors circulation de la zone • Indique le plan d'accès à la zone hors circulation et les seules entrées et sorties sur la zone
Toute personne susceptible de travailler sur zone	<ul style="list-style-type: none"> • Ne doit en aucun cas se rendre sur la zone d'intervention avant l'ordre de déploiement donné par le RI

Durant les travaux	
Responsable d'intervention et entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Indique toutes modifications importantes de programmation de son activité • S'assure du balisage de la zone de travail • Laisse, quels que soient les travaux, une voie libre à l'intérieur de la zone mise hors circulation • Sur chantier itinérant, protège les ouvriers à pied par un véhicule en marche, feux de croisement et gyrophares allumés
RI représentant le CEI	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle la bonne tenue des balisages • Veille au respect des consignes de sécurité
Toute personne susceptible de travailler sur zone	<ul style="list-style-type: none"> - Circule à droite, à 30 km/h, feux de croisement et gyrophares allumés - Stationne feux de croisement et de route éteints, warning et feux de position allumés. Le gyrophare sera éteint à l'intérieur du chantier fixe balisé, allumé si le véhicule est stationné seul. • Il est absolument interdit de traverser les voies laissées libres à la circulation • Doit impérativement être en contact permanent avec son responsable d'intervention • Respecte les règles du Code de la Route sur la section isolée

Fin des travaux	
Responsable d'intervention et entreprises	<ul style="list-style-type: none">• Organise le repli du chantier afin de respecter les horaires de réouverture• Procède au nettoyage général du chantier, des zones d'entrée et sortie et des voies utilisées• S'assure de l'évacuation complète des hommes et matériels (aucun objet, gravats, matériels ne devra subsister même sur les zones non circulées)
RI représentant le CEI	<ul style="list-style-type: none">• Donne l'ordre de dépose du balisage qu'après avoir effectué une inspection de la zone neutralisée ou fermée
Toute personne susceptible de travailler sur zone	inspection de la zone neutralisée ou fermée



Bureau Sécurité et Prévention

www.dir.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr